([^])

(N° 146.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 30 AVRIL 1868.

BUDGET DU MINISTÈRE DES FINANCES POUR L'EXERCICE 1869 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. JACQUEMYS.

MESSIEURS,

Le Budget des Finances pour 1869 a été adopté dans toutes les sections sans aucune observation.

Il diffère du Budget de l'année actuelle par une somme de 34,600 francs en plus, d'une part, et 23,700 francs en moins, d'autre part; et l'ensemble des dépenses est estimé à 13,100,280 francs.

Le personnel employé à l'établissement de la monnaie est devenu insuffisant par suite du développement considérable qu'a pris la fabrication, et la nécessité de pourvoir à un emploi indispensable entraîne une dépense ordinaire de 1,500 francs.

La progression continue de notre commerce avec les pays étrangers a nécessité des modifications dans le service de la douane et un accroissement de dépenses de 9,100 francs.

On estime qu'une augmentation de dépenses de 10,000 francs est nécessaire pour qu'à l'avenir les changements dans les propriétés foncières soient régulièrement renseignés au cadastre.

Enfin, bien que les crédits portés aux articles 28 et 29, pour les remises aux receveurs et aux greffiers, ne soient pas limitatifs, on propose de les augmenter de 10,000 francs et de 4,000 francs, afin de les mettre en rapport avec les nécessités qu'entraîne l'importance croissante des recettes.

Ainsi s'expliquent les 34,600 francs de dépenses nouvelles.

(¹) Budget, n° 102, VI.

(²) La section centrale, présidée par M. MOREAU, était composée de MM. JULLIOT, DESCAMPS, DE KERCHOVE DE DENTERGHEM, BOUVIER-EVENEPOEL, JACQUEMYS et VAN RENYNGHE.

Les diminutions proviennent d'une réduction opérée sur les charges extraordinaires, par suite des promotions obtenues par des géomètres du cadastre, lors de la dernière organisation de ce service, et de suppressions de traitements d'attente, par suite des mutations réalisées parmi les fonctionnaires et employés en inactivité de service.

Ce Budget n'a donné lieu à aucune discussion en section centrale. Il a été adopté à l'unanimité des voix.

Le Rapporteur,

E. JACQUEMYS.

Le Président,

A. MOREAU.